



Communication

Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 58 631 00 00
communications@snb.ch

Zurich, le 11 décembre 2015

Investissements directs en 2014

Nouveautés

Le rapport sur les investissements directs en 2014 introduit de nombreux changements sur le plan de la présentation, des relevés et de la méthodologie.

Le texte continue de paraître à la fois sur papier et sur le site de la Banque nationale. Les tableaux, les fondements méthodologiques et statistiques ainsi que les commentaires, qui se trouvaient jusqu'ici dans l'annexe du rapport, disparaissent de la version imprimée et sont dorénavant publiés sur le nouveau portail de données de la Banque nationale <https://data.snb.ch>. Les données y sont disponibles dans des tableaux interactifs. De nouveaux tableaux ont par ailleurs été ajoutés. Par exemple, les stocks d'investissements directs et les revenus de capitaux sont désormais aussi ventilés par types de capitaux.

Les données provenant des enquêtes révisées sur les relations financières avec l'étranger entrent pour la première fois dans la statistique des investissements directs¹. Les nouvelles enquêtes incluent davantage d'entreprises, ce qui se traduit notamment par une forte augmentation des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse². Elles marquent par ailleurs le passage aux nouvelles normes internationales de l'OCDE (*Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*, 4^e édition) et du FMI (*Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*, 6^e édition)³. Ces changements ont des répercussions considérables sur les données concernant les investissements directs, en particulier sur les stocks d'investissements directs à l'étranger et sur les effectifs à l'étranger.

¹ De plus amples informations sur les nouvelles enquêtes figurent sur le site www.snb.ch, Statistiques/Révision des enquêtes sur les mouvements de capitaux (investmentBOP).

² Voir le thème spécial du rapport sur les investissements directs en 2014.

³ Voir le thème spécial «Perspectives: adaptation de la statistique des investissements directs aux nouvelles normes internationales» dans le rapport sur les investissements directs en 2013.



Communiqué de presse

Dans les investissements directs à l'étranger, les stocks sont désormais ventilés uniquement en fonction du pays de la filiale immédiate de l'entreprise suisse; jusqu'ici, dans le cas d'une chaîne de participations impliquant plusieurs pays, ils étaient ventilés en fonction de chacun des pays où se trouve effectivement une filiale. Ce changement facilite la comparaison entre les stocks d'investissements directs et les flux, auxquels le principe de la filiale immédiate à l'étranger s'appliquait déjà. De ce fait, les stocks d'investissements directs enregistrent une progression dans les pays comptant de nombreuses sociétés intermédiaires, et une diminution dans les pays abritant des filiales détenues indirectement. Le total des pays affiche de même un recul des stocks d'investissements directs, ce qui pourrait s'expliquer par une différence dans l'évaluation des filiales directes et indirectes dans le bilan de certains groupes.

Les effectifs des filiales à l'étranger d'entreprises suisses continueront de comprendre les filiales aussi bien directes qu'indirectes. La méthode appliquée à leur recensement a toutefois été adaptée en fonction des normes internationales. Ainsi, le tableau standard tient désormais compte uniquement des filiales à l'étranger des groupes en mains suisses. Il ne comprend plus les filiales à l'étranger de groupes domiciliés en Suisse mais en mains étrangères, dont les effectifs représentent une part substantielle des personnes travaillant à l'étranger; de ce fait, les effectifs des investisseurs directs suisses dans leurs filiales à l'étranger accusent un net recul.

L'introduction des nouvelles enquêtes n'a pas d'effet sensible sur les flux d'investissements directs ni sur les revenus de capitaux.

En raison de ces nouveautés, la statistique des investissements directs est pour l'instant disponible uniquement pour la période allant de 2004 à 2014. Des séries remontant jusqu'à 1985 seront toutefois publiées ultérieurement.

Investissements directs en 2014

Du côté des investissements directs suisses à l'étranger, les entreprises établies en Suisse ont retiré 3 milliard de francs de leurs filiales à l'étranger en 2014, alors qu'elles y avaient investi 36 milliards en 2013. Cette évolution a été portée par le secteur des services, dont tous les groupes de branches, à l'exception des assurances et des sociétés financières et holdings, ont rapatrié des fonds de l'étranger; la tendance a été la plus marquée dans le groupe de branches du commerce. Contrairement au secteur des services, l'industrie a plus investi à l'étranger que l'année précédente. Les investissements directs à l'étranger les plus élevés ont été le fait du groupe de branches *Chimie et plastique* (15 milliards de francs).

L'Asie a été la première destinataire des investissements directs suisses (10 milliards de francs). Les entreprises suisses ont investi 6 milliards de francs dans l'Union européenne (UE), alors qu'elles ont rapatrié des fonds à hauteur de 9 milliards de leurs filiales établies dans le reste de l'Europe. Des désinvestissements ont aussi été enregistrés vis-à-vis de l'Amérique du nord (4 milliards de francs), des pays d'Amérique centrale et du Sud (4 milliards) et de l'Océanie (2 milliards).

Communiqué de presse

Fin 2014, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger s'élevaient à 1 056 milliards de francs. Ce montant était constitué pour 90% (951 milliards de francs) de capital de participation et pour 10% (105 milliards) de crédits au sein de groupes. Le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* présentait les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger les plus importants (363 milliards de francs).

Par rapport à d'autres pays, la Suisse détient un volume élevé d'investissements directs à l'étranger. En matière de stocks d'investissements directs, elle compte parmi les plus grands investisseurs au monde (source: FMI, <http://cdi.imf.org>). Plusieurs raisons expliquent l'importance de la Suisse à cet égard, notamment la présence sur son territoire de nombreux sièges principaux de grands groupes multinationaux et l'attrait qu'elle présente comme lieu d'implantation pour les holdings en mains étrangères. Seuls les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg (ces deux derniers pays abritant eux aussi de nombreux holdings) détiennent des stocks d'investissements directs plus élevés.

Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger se sont établis à 82 milliards de francs, soit un montant supérieur de 25 milliards à celui de l'année précédente. Cette progression s'explique notamment par les filiales à l'étranger de l'industrie, dont les revenus de capitaux ont presque doublé par rapport à l'année précédente.

Les investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 6 milliards de francs en 2014, contre 1 milliard l'année précédente. Le secteur des services est à l'origine de cette augmentation. En particulier, les sociétés financières et holdings et les banques ont investi nettement plus dans leurs filiales en Suisse. Par contre, les entreprises du secteur de l'industrie ont réduit leurs investissements.

Fin 2014, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse s'élevaient à 756 milliards de francs, dont 735 milliards (97%) sous forme de capital de participation et 21 milliards (3%) sous forme de crédits au sein de groupes. Selon la ventilation fondée sur le pays de l'investisseur immédiat, les investisseurs européens détenaient 79% des stocks d'investissements directs, et les investisseurs des Etats-Unis, 13%. Selon la ventilation fondée sur le pays de l'investisseur ultime, ces parts se montaient toutefois à 45% seulement pour l'Europe et à 40% pour les Etats-Unis. Les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 64 milliards de francs, contre 33 milliards en 2013. Cette augmentation s'explique par un accroissement des revenus générés par les filiales en Suisse d'entreprises étrangères du secteur des services, notamment des groupes de branches *Sociétés financières et holdings* et *Commerce*.

Les entreprises suisses employaient 1 962 000 personnes dans leurs filiales à l'étranger, dont 835 000 en Europe (43%) et 528 000 en Asie (27%). Au total, 455 000 personnes travaillaient en Suisse dans des entreprises en mains d'investisseurs étrangers⁴. Cela représente 11% de

⁴ Les effectifs de ces entreprises sont recensés par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

Communiqué de presse

l'ensemble des effectifs des secteurs de l'industrie et des services, lesquels se montaient à 4 267 000 personnes fin 2014⁵.

Investissements directs en 2014: aperçu

		2013	2014
Investissements directs suisses à l'étranger			
Flux d'investissements directs	en milliards de francs	35,7	-3,0
Stock d'investissements directs	en milliards de francs	1 064,4	1 056,3
Revenus de capitaux	en milliards de francs	56,8	82,5
Investissements directs étrangers en Suisse			
Flux d'investissements directs	en milliards de francs	0,6	6,1
Stock d'investissements directs	en milliards de francs	697,7	755,8
Revenus de capitaux	en milliards de francs	31,3	64,3
Données opérationnelles sur les filiales à l'étranger d'entreprises suisses			
Effectifs	en milliers de personnes	1 991,3	1 962,6
Données opérationnelles sur les filiales en Suisse d'entreprises étrangères			
Effectifs ¹	en milliers de personnes	437,9	455,4

¹ Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait qu'elles n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes dans ce domaine.

Le rapport 2014 sur les investissements directs est disponible à partir du 11 décembre 2015 sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, Statistiques/Publication de données statistiques. Une version imprimée pourra être obtenue auprès de la Banque nationale dès le 22 décembre 2015.

⁵ Sources: statistique de l'emploi (STATEM) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.